

Demain vous participerez au 75ème anniversaire des fusillades du 22 octobre 1941 à Châteaubriant, auxquelles nous associons aux 27 de Châteaubriant les 16 de Nantes et les 5 du Mont Valérien.

La Loire Inférieure, Loire Atlantique aujourd'hui, a été terre de Résistance qui ne se limite pas à octobre 1941, il y aura tout au long de cette guerre des actes de résistance divers qui vont de la distribution de tracts, de l'inscription sur les murs, du sabotage à la lutte armée.

Demain vous participerez au 75ème anniversaire des fusillades du 22 octobre 1941 à Châteaubriant, auxquelles nous associons aux 27 de Châteaubriant les 16 de Nantes et les 5 du Mont Valérien.

La Loire Inférieure a été terre de Résistance qui ne se limite pas à octobre 1941, il y aura tout au long de cette guerre des actes de résistance divers qui vont de la distribution de tracts, de l'inscription sur les murs, du sabotage à la lutte armée.

Avant d'aborder ces événements dramatiques des 48 fusillés d'octobre 1941, Il est nécessaire, pour bien comprendre ces événements, d'avoir en mémoire les deux décennies qui ont précédées avec la montée du fascisme en Europe et en France en particulier.

Dès la fin de la première guerre mondiale de 1914/1918, les forces de l'extrême droite, d'idéologie anti républicaine et criminelle avec un discours nationaliste et xénophobe s'opposent aux forces républicaines qui ont chassé dans plusieurs pays les monarchies décadentes qui s'appuyaient sur des forces obscurantistes.

Les millions de morts et de blessés de cette guerre et la grande misère de l'immense majorité des populations qui attendaient des démocraties naissantes une politique progressiste que la division de ces forces ne leur offrait pas.

Ainsi en Italie dès 1919 avec Mussolini , au Portugal avec Salazar en 1932, en Allemagne

avec Hitler en 1933, en Espagne avec Franco en 1936, mais aussi en Hongrie avec l'amiral Horthy , en Roumanie et en Pologne avec le maréchal Pildusky, les fascistes se sont emparés du pouvoir par la violence pour y instaurer des dictatures répressives à l'égard des démocrates , des syndicalistes et de tous ceux qui s'opposaient à leur politique.

En France , les racines de l'extrême droite remonte au 19ème siècle et coïncide avec la fin de la royauté , la capitulation de Sedan en 1870 , l'affaire Dreyfus en 1894 (l'anti judaïsme) les années du colonialisme , les années 1930 (le 6 février 1934) avec les croix de feu , l'action française , les camelots du roi , puis le régime de Pétain et Vichy , les guerres d'Indochine et d' Algérie , le putsch des généraux d'avril 1961 , l'OAS ,les groupes occident, bloc identitaire et le FN avec le clan Le Pen. Le symbole de l'extrême droite est la croix celtique.

C'est donc dans le prolongement des mouvements de résistance au fascisme , notamment dès 1934 après la journée d'émeute de l'extrême droite du 6 février 1934 , dont l'objectif était de renverser la représentation républicaine qu'était l'Assemblée Nationale qui a conduit les partis de gauche , la CGT U et la CGT , qui a constitué l'amorce du rassemblement du 12 février 1934 pour la création d'un front populaire pour stopper la montée de l'extrême droite et l'exigence d'un front démocratique et progressiste.

Tout cela conduit au pacte d'unité d'action, signé entre le parti socialiste et le parti communiste le 27 juillet 1935 .La réunification syndicale est en marche, elle sera réalisée en mars 1936 au congrès de Toulouse.

La CGT U et la CGT dès 1935 contribuent à l'élaboration du programme du Front Populaire qui proclame : la défense du droit syndical, la restauration du pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail, le fonds national de chômage, la retraite des vieux travailleurs, de grands travaux d'utilité publique, le contrôle de la sortie des capitaux, la réforme fiscale et l'impôt sur les grandes fortunes.

L'unification syndicale de mars 1936, le pacte d'unité d'action PCF/ SFIO, l'élaboration du programme progressiste conduit à un grand élan populaire et à la victoire électorale d'avril 1936 et la création d'un gouvernement de Front Populaire présidé par Léon Blum.

A partir de mai 1936, devant le refus du patronat de négocier les exigences sociales des travailleurs, des grèves avec occupation se développent. Le soutien du gouvernement est un atout mais aussi un espoir.

C'est ainsi que le 7 juin 1936, les accords de Matignon sont signés entre la CGT, la CFTC peu influente et le patronat.

Accord dont nous faisons encore aujourd'hui référence 80 ans après, c'est dire l'importance de 1936 qui fut un des plus grands millésimés social.

Mais il est bien évident que le patronat qui a dû signer sous la contrainte des luttes des travailleurs n'avait par la suite qu'un objectif : celui de reprendre ce qu'il a été contraint de concéder.

Il s'y emploiera avec l'aide de politiciens de droite mais aussi de sociaux-démocrates de l'époque dans une période où en Europe le fascisme particulièrement en Allemagne, en Italie et en Espagne porte des coups mortels aux militants politiques de gauche et aux syndicalistes.

Les menaces de guerre en Europe se font de plus en plus menaçantes avec la politique expansionniste de Hitler, les libertés syndicales, politiques et démocratiques sont anéanties, la traque des juifs et des démocrates en Allemagne et dans les autres dictatures fascistes vont aussi peser en France sur la démocratie qui conduira des politiciens et le grand patronat à déclarer "Plutôt Hitler que le Front Populaire".

Les événements conduisant à la guerre vont rapidement se développer avec la guerre d'Espagne, puis les accords de Munich signés le 29 septembre 1938 par la France, l'Angleterre avec Hitler, lui livrant la Tchécoslovaquie après l'Anschluss de l'Autriche.

Le gouvernement Daladier (rad soc) signataire de ces accords va les utiliser pour mener une politique de casse des conquêtes sociales de

1936 avec des décrets loi, la répression contre les forces syndicales et démocratiques, les lock out contre les travailleurs qui s'y opposent.

Des éléments troubles agissent parallèlement au sein de la CGT avec l'élimination des militants syndicaux communistes notamment au congrès de la CGT en novembre 1938 et sabotent la préparation de la grève générale du 30 novembre 1938, objet par ailleurs d'une mobilisation militaire incroyable et de la réquisition des services publics.

Les interventions à ce congrès de dirigeants de la CGT, tels que Benoit Frachon et Julien Racamond de fédérations, tels que Pierre Semard des cheminots, Alfred Costes et Ambroise Croizat des métaux, montrant les dangers imminents de la guerre avec les états fascistes et particulièrement en Allemagne avec Hitler et sa politique criminelle contre les juifs, les démocrates et les communistes, avec l'ouverture des camps de concentration, seront combattues par ceux qui ont déjà capitulé et qui soutiennent de fait la politique de Daladier ou de Paul Reynaud de la droite, parmi ceux-là René Belin qui deviendra plus tard ministre de Pétain.

La signature du pacte de non-agression entre Hitler et Staline le 24 août 1939 sera le prétexte pour Daladier de dissoudre le 26 septembre 1939 le PCF.

Ce pacte va jeter le trouble chez de nombreux communistes et sympathisants y compris dans les rangs de la CGT.

Les syndicats ayant des dirigeants communistes sont dissous par ceux qui sont sous la coupe de René Belin, de Georges Dumoulin, André Delmas et Ludovic Zoretti (tous anti communiste du groupe de l'hebdo syndicats).

Les 27 députés communistes sont déportés à Maison Carrée près d'Alger, nombreux sont les militants qui sont arrêtés, emprisonnés.

Ceux qui y échappent sont dans la clandestinité.

Ainsi alors que la guerre est déclarée, les forces démocratiques les plus combattantes sont pourchassées par la police française, puis par la milice et la gestapo française.

Peu après la déclaration de la guerre, le PCF est dissous et interdit ainsi que de nombreux syndicats CGT, la Vie Ouvrière est interdite le 27 novembre 1939 puis les délégués du personnel le 10 novembre 1939.

Pétain fonde l'état français sur les ruines de la IIIème république, il crée la charte du travail de collaboration avec le patronat, la grève est interdite tout comme toute manifestation, la répression se décuple, la CGT et la CFTC sont dissoutes le 9 novembre 1940.

L'hiver 1939/1940 compte parmi les plus difficiles de l'histoire des forces progressistes de notre pays, en particulier pour les militants communistes et de la CGT.

Réprimés, isolés, largement coupés d'une opinion dominée par la propagande officielle, ils comptent les coups plus qu'ils en donnent eux-mêmes. Agir dans la clandestinité est évidemment risqué et dangereux, le mouchardage, la dénonciation sont encouragés par les politiciens de Vichy et la police à leur service.

Ainsi Paul Reynaud, désigné le 22 mars 1940 président du conseil, se vantera d'avoir opéré plusieurs milliers d'arrestations, déchu près de 2.800 élus communistes de leur mandat et suspendu 317 municipalités.

Le 9 avril 1940, un décret-loi, signé du ministre de la justice, Sérol, envisage la peine de mort contre les communistes sur simple fait qu'ils tentent de reconstruire leur organisation, pour combattre le régime de Vichy.

Désormais la police sera très active pour traquer tous ceux jugés dangereux par les politiciens de Vichy.

Pour les militants pas d'autre choix que d'entrer dans la clandestinité, reconstruire les organisations dissoutes, organiser la résistance sous toutes ses formes y compris la résistance armée.

Fin 1939 début 1940, la mission c'est de convaincre à la Résistance le plus d'hommes et de femmes, organiser les groupes, s'équiper de moyens pour la lutte clandestines : journaux, tracts, armements, munitions et explosifs.

Les militants engagés dans les brigades internationales en Espagne, les républicains espagnols exilés en France seront d'une aide

précieuse pour la lutte clandestine et le combat armé.

La France est alors largement pétainiste, voire collaboratrice avec l'occupant à partir de l'armistice signé le 22 juin 1940 par Pétain avec les nazis et après que le 10 juillet 1940 en l'absence des députés communistes (déportés à Maison Carrée ou dans la clandestinité) la majorité des députés radicaux et SFIO et de la droite votent les pleins pouvoirs à Pétain, liquidant ainsi la République et ouvrant la voie à la collaboration la plus étroite avec l'occupant nazi.

La Résistance, en particulier communiste commence à agir dès 1940, propagande, sabotage dans les usines de matériel à destination de l'Allemagne pour la machine de guerre nazie.

Les arrestations se multiplient, les prisons ne suffisent plus et plusieurs camps d'internement sont ouverts dont celui de Choisel à Châteaubriant et Compiègne.

Devant la montée en puissance des actes de résistances, Vichy en accord avec les nazis décide d'instaurer le code des otages dès 1940 et qui définit le nombre d'otages à fusiller le 16 septembre 1941.

Le but est de faire peur à la population et de faire pression contre les résistants.

La Résistance armée commence en 1941, décidée par l'O.S. (organisation secrète du PCF), le 23 août 1941, Fabien (Pierre Georges) dirigeant des J.C. et ancien des brigades internationales en Espagne, abat un officier nazi au métro Barbès, pour venger des camarades fusillés par les nazis.

Le 20 octobre, un commando de 3 communistes abat à Nantes Karl Hotz et un autre groupe abat un officier nazi à Bordeaux. Hitler exige des représailles de 100 otages à fusiller à Nantes et à Bordeaux. Qui sont ces otages, sont-ils pris au hasard ?

Ils sont des syndicalistes CGT, des communistes à Châteaubriant, ils sont communistes, socialistes, gaullistes, démocrates, anciens combattants comme à Nantes ou à Bordeaux ou au Mont Valérien.

A Châteaubriant parmi les 27 il y a Charles Michel député communiste qui était secrétaire de la FD des cuirs et peaux , Jean Pierre Timbaud de la FD des métaux, Poulmarch de la FD de chimie, Vercruysses de la FD du textile, Granet de la FD du papier carton, Grandel des PTT, mais aussi des médecins, des maires de communes comme Pierre Guéguen de Concarneau, des instituteurs comme Marc Bourhis, de la jeunesse communiste comme Guy Môquet, étudiants comme Claude Lallet qui fut l'un des organisateurs de la manifestation du 11 novembre à l'Arc de Triomphe.

Qui les a désigné ? Pierre Pucheu, ministre de l'intérieur de Pétain, venant du Comité des Forges (UIMM d'aujourd'hui) qui fut membre des croix de feu du colonel de la Rocque, créateur des sections spéciales (jugement politique, voire film de Costa Gavras : section spéciale) qui très souvent prononçait la peine de mort.

On retrouve aussi Pierre Lehideux, marié à une nièce de Louis Renault, collabo et fournisseur de matériel pour les nazis, il avait pour mission chez Renault après 1936 de créer la CFTC pour faire pièce à la CGT.

C'est le sous-préfet de Châteaubriant, Lecornu, qui ajouta à la liste et écrit de sa main, qu'il avait une liste des internés les plus dangereux.

C'est la revanche du grand patronat et des collabos qui désignent les militants de la CGT les plus actifs dans les grèves de 1936. Le 22 octobre 1941, 48 otages seront fusillés, 27 à Châteaubriant, 16 à Nantes et 5 au Mont Valérien et le même jour 50 à Bordeaux, c'est la poursuite accélérée des représailles, et le 15 décembre 1941 à Châteaubriant 9 otages seront fusillés.

La décision de passer à la lutte armée a été prise par l'O.S. dirigée clandestinement par Benoit Frachon et Jacques Duclos. Il fallait mettre fin au développement de la collaboration, faire pénétrer cette idée que l'armée allemande et les nazis n'étaient pas invincibles, que la France combattante n'acceptait pas l'armistice signé par Pétain et

Vichy, que le peuple n'acceptait pas le pillage des ressources de notre pays.

Le combat des résistants a été particulièrement meurtrier, c'est 331 victimes, fusillés, massacrés, morts sous la torture dont 22 femmes pour le seul département de Loire Inférieure, des milliers de déportés dans les camps nazis dont beaucoup ne reviendront pas.

La police française, la gestapo française la SPAC (section de police anti communiste) qui deviendra le SRMAN (service de recherche des menées anti nationales) sont très actives pour collaborer avec la gestapo nazie.

Deux grands procès anti communistes auront lieu en 1943, celui de janvier et celui d'août. Celui de janvier contre 42 résistants avec 37 condamnations à mort et celui d'août contre 16 résistants avec 13 condamnations à mort, ainsi 50 autres résistants fusillés et parmi eux nombreux syndicalistes de la CGT ouvriers de toutes professions.

Jusqu'à la libération de Nantes le 12 août 1944, la Résistance a été intense et les résistants n'ont pas cessé leur combat malgré cette sanglante répression. La poche de Saint Nazaire s'est poursuivie jusqu'au 11 mai 1945 avec aussi une résistance encouragée par la perspective d'une victoire proche.

Le 2 septembre 1944, alors que Paris et Nantes sont libérées, Jean de Neyman est fusillé au château d'Heinleix à St. Nazaire, il sera le dernier fusillé de France.

Il faut aussi rappeler que la Résistance a eu deux grands objectifs : celui de libérer la France du joug nazi, mais aussi celui de donner à notre pays une république laïque, démocratique, progressiste avec le programme du CNR et les conquêtes sociales aussi importante que celles de 1936.

La sécurité sociale, les C.E., les nationalisations, la retraite par répartition entre autre.

Toutes ces conquêtes sociales sont aujourd'hui l'objet d'une casse systématiques des gouvernements successifs et particulièrement depuis 2012.